

IRAK : FICHE PAYS – JUILLET 2025

Catégorie OCDE (2025) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / Caa1 / B-

Change : Dinar (IQD) / Régime de change fixe arrimé à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

FORCES

- Importantes réserves d'hydrocarbures (5^e plus grandes réserves officielles de pétrole, 12^e de gaz)
- Soutien financier des bailleurs de fonds internationaux

FAIBLESSES

- Diversification insuffisante
- Forte dépendance au prix du pétrole
- Coût important de la reconstruction du pays
- Risque sécuritaire élevé

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Malgré une hausse très graduelle de la production de pétrole en 2025-2026, qui permettrait un rebond de la croissance, les activités pétrolières pâtiraient d'un effet prix négatif. Les retombées financières des exportations de pétrole, plus limitées, conditionnent en grande partie la capacité du gouvernement à déployer une politique d'investissement pour développer les infrastructures, notamment de transports, et réduire les pénuries (eau, électricité). Le pays attire des investissements directs étrangers dans le secteur des hydrocarbures mais de multiples fragilités structurelles pèsent sur l'attractivité et les perspectives économiques (risque social, pénuries d'eau, d'électricité, arriérés de paiement, clientélisme, etc.).
- Vulnérabilité des comptes publics : Dans un contexte pétrolier peu porteur, les comptes publics se dégradent et l'endettement public augmenterait rapidement pour atteindre 62,3 % du PIB en 2026 selon le FMI.
- Vulnérabilité extérieure : Très dépendant des recettes d'hydrocarbures, le solde courant deviendrait négatif en 2026 selon le FMI (-1,9 % du PIB). Une situation qui pèse sur les réserves de change, qui restent néanmoins très élevées (11 mois d'importations). Si l'ancrage du dinar à l'USD n'est pas remis en cause à ce stade, la Banque centrale sera particulièrement vigilante au creusement de l'écart sur le marché parallèle.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire est fragile (concentré, exposé au souverain, niveau élevé de NPL) et les sanctions américaines contraignent l'accès à la liquidité en dollar.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Des élections législatives seront organisées en 2025. Le contexte politique en Irak reste très incertain, avec de nombreuses divisions (religieuses, politiques et ethniques) et des relations complexes avec l'Iran et les Etats-Unis. Le retrait des forces armées étrangères en 2025 marque un tournant alors que le pays fait face à un risque sécuritaire significatif.
- Climat des affaires : L'environnement des affaires et l'état de la gouvernance restent fortement dégradés en Irak.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Très exposé et vulnérable aux effets du changement climatique, le niveau d'engagement du pays reste faible à ce stade. La dépendance aux énergies fossiles est un frein important à la transition énergétique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	30,4%	1 Chine	28,7%
2 Inde	24,0%	2 Turquie	23,3%
3 Corée du Sud	8,3%	3 Inde	5,9%
4 Etats-Unis	7,8%	4 Jordanie	4,1%
9 France	1,5%	19 France	0,8%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	99,4%	Equipements méca.	12,3%
Fruits	0,1%	Véhicules	9,7%
Navigation maritime	0,1%	Equipements élect.	8,0%
Huiles animales	0,1%	Céréales	4,2%
Papier, carton	0,1%	Fonte, fer, acier	4,0%

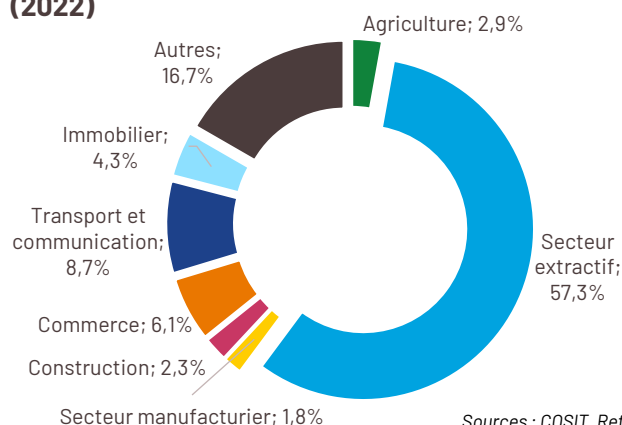
Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

IRAK	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	211	288	271	277	258	261
Rang PIB mondial	53	49	52	52	52	52
Population (Mns)*	41,2	42,2	43,3	44,4	45,5	46,6
Rang Population mondiale	35	35	35	35	35	35
PIB / habitant (USD)	5 523	6 818	6 251	6 247	5 668	5 592
Croissance PIB (%)*	1,4	5,0	-2,9	-1,5	1,3	5,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,0	5,0	4,4	2,6	2,5	2,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	54,7	39,0	42,1	47,2	47,2	62,3
Solde public (% PIB)	-0,4	8,1	-1,1	-4,2	-7,5	-9,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	6,1%	15,8%	7,5%	2,0%	0,2%	-1,9%
IDE (% du PIB)	-1,3%	-0,8%	-2,1%	0%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	7,1	9,7	10,4	11,1	11,1	9,6
Dette extérieure totale (% PIB)	33%	23%	22%	21%	21%	21%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change***	1450	1459	1310	1310	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	52,1	34,1	41,9	30,0	NA	NA
Taux de NPL	18,5	18,9	14,7	16,5	NA	NA
ROE	4,7	10,0	36,2	32,1	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	198	198	198	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	55	54	54	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	105	101	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2025, 07/2025), *Banque Mondiale, **Banque centrale d'Irak, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Irak : part des secteurs dans le PIB (2022)



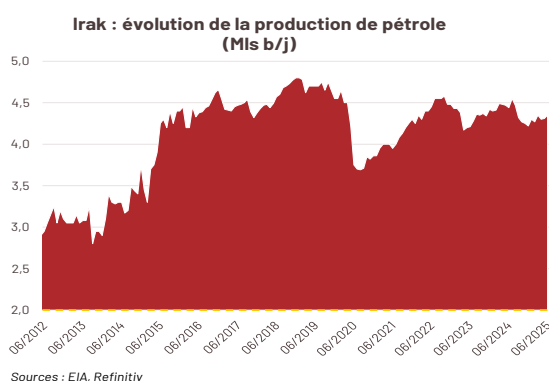
Sources : COSIT, Refinitiv



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Une économie très dépendante du pétrole

La dynamique du secteur pétrolier (57,3 % du PIB) conditionne en grande partie le niveau de croissance en Irak. Le renforcement des quotas de production fixés par l'OPEP+ (l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole élargie) depuis 2023 a pesé sur la production de barils, menant à une contraction du PIB lié aux hydrocarbures de -6,2 % en 2024, selon la Banque Mondiale. Si la production a bien baissé depuis 2023 (cf. graphique ci-dessous), l'Irak ne respecte pour autant pas ses engagements, en produisant davantage que son quota. Le pays pâtit en revanche du prolongement de la fermeture de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan depuis mars 2023¹, qui limite ses exportations vers la Turquie².



L'activité hors hydrocarbures a affiché une dynamique positive en 2024 (+5 % selon la Banque Mondiale). L'exécution, même partielle, du Budget (cf. Partie 2) a favorisé une augmentation de l'emploi public et des dépenses sociales. Un soutien aux revenus des ménages qui s'est notamment traduit par une hausse de la consommation privée, favorable aux activités des services. Le secteur agricole a enregistré un rebond en 2024 (+5 % selon la Banque Mondiale).

• Rebond limité en 2025

En 2025, la croissance du PIB serait proche de +1,5 % selon les instituts de prévision (après -1,5 % estimé en 2024), une reprise permise par le relâchement des quotas OPEP+, qui s'intensifierait fin 2025 et tout au long de l'année 2026. L'effet volume lié à la modification de la politique de l'OPEP+ sera toutefois limité, étant donné

que le niveau de production moyen du S1 2025 (4,3 Millions de baril par jour (Mbj)) était déjà supérieur à la cible officielle pour août 2025 (4,2 Mbj). Des doutes subsistent quant à la réouverture prochaine de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan³, qui permettrait d'augmenter les exportations jusqu'à 1,6 Mbj. Par ailleurs, l'effet prix serait négatif⁴, avec un prix du baril de Brent plus faible (attendu à 69 USD par l'EIA pour 2025 puis 58 USD en 2026) qu'en 2024 (81,3 USD).

Un prix du pétrole bas en 2025-2026 réduirait les marges budgétaires (près de 90 % des recettes publiques reposent sur les hydrocarbures), pourtant plus que nécessaires pour accompagner la reprise. Si les dépenses sociales et la masse salariale publique ne seraient pas réduites avant les élections de novembre 2025 (cf. Partie 4), le gouvernement va probablement procéder à une réduction de ses dépenses d'investissement⁵. Une situation qui va pénaliser la réalisation de projets d'infrastructures (énergie notamment), alors que le pays est structurellement confronté à d'importantes pénuries d'électricité, qui se sont accrues en 2025⁶.

• De nombreux défis à moyen / long terme

A long terme, l'Irak cherche à renforcer ses capacités de production d'hydrocarbures d'ici 2030 : de 5 Mbj actuellement à 7 Mbj pour le pétrole et de 1 Ml bcf/j à 2,9 Ml bcf/j pour le gaz naturel. Pour y parvenir, le secteur attire de nombreux investissements directs étrangers⁷. De plus, le pays ambitionne d'augmenter le nombre de raffineries (principalement à Bassorah et Kerbala) afin de multiplier par trois ses exportations de pétrole raffiné (de 0,5 Mbj actuellement à 1,5 Mbj d'ici 2030). L'Irak fait néanmoins face à plusieurs obstacles : des risques sécuritaires (cf. Partie 4), des risques politiques (dont ceux liés aux tensions entre le Kurdistan et le gouvernement central⁸) ou encore le règlement d'arriérés de paiement (cf. configuration post fermeture de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan).

Depuis la fin de la guerre en 2018, l'Irak a bénéficié de l'aide des bailleurs de fonds internationaux et des partenaires bilatéraux (30 Mds USD pour reconstruire le pays sur 10 ans). La succession de crises (sanitaire,

¹ Un arbitrage international a condamné la Turquie dans un litige opposant également l'Etat fédéral irakien à la région autonome du Kurdistan irakien (GRK) et l'Apikur (association des compagnies pétrolières opérant au Kurdistan) concernant la livraison de pétrole par le GRK à la Turquie, sans obtenir l'aval du gouvernement irakien.

² Selon le FMI, les exportations de barils sont passées de 3,7 Mbj en 2022 à près de 3,4 Mbj en moyenne en 2023-2024.

³ Un accord a été trouvé entre le gouvernement fédéral et le GRK, qui facturera à 16,9 USD le baril ses livraisons au gouvernement (contre 6,9 USD précédemment). La Turquie semble prête à reprendre les importations, mais le règlement d'arriérés de paiement et de pénalités oppose encore le GRK, l'Apikur et le gouvernement.

⁴ D'autant plus dans un contexte où les droits de douane américains pèseraient sur le commerce mondial.

⁵ Déjà en 2024, les dépenses d'investissement n'ont été exécutées qu'à hauteur de 46 % par rapport à ce qui était budgété en raison de fragilités des comptes publics (cf. Partie 2).

⁶ Réduction des importations de gaz d'Iran, qui redessine sa production au marché local, puis suppression de la dérogation des Etats-Unis afin d'importer du gaz iranien en mars 2025 (le gaz iranien sert à générer 33 % de l'électricité en Irak).

⁷ Majoritairement en provenance de Grande Bretagne, de France, de Chine, et des pays du Golfe.

⁸ Le dernier en date concerne l'octroi de licences à deux compagnies américaines pour l'exploitation de blocs de gaz naturel à Topkhana-Kurdamir et Miran par le GRK sans l'accord du gouvernement irakien. Cela a conduit à un gel des transferts budgétaires du gouvernement, au non-paiement des fonctionnaires kurdes et à des manifestations.



politiques, économique) freine malheureusement le pays dans son élan. Un ambitieux plan de 18 Mds⁹ USD intitulé « Route de Développement » a été lancé en 2023 pour une meilleure interconnexion entre le nord et le sud du pays, avec notamment le projet phare du port en eaux profondes de Al Faw ou le projet ferroviaire pour relier Bassorah-Bagdad-Mossoul¹⁰. Pour faire face à la pénurie de logements (2,5 millions selon le Ministère de la Planification), plusieurs projets immobiliers ont été lancés (à Al Rafeel, nouveau centre administratif du pays et New Bismayah City). Des annonces ont également été faites concernant le développement d'une zone industrielle à Al Faw et Bassorah (pétrochimie, engrais).

L'Irak fait face à des vulnérabilités structurelles. Les taux de chômage et de pauvreté ont certes reculé ces dernières années mais restent élevés (respectivement 15,5 % et 17,5 %) et devraient peser sur la dynamique de la consommation. De plus, le pays fait face à de nombreux obstacles : qualité des infrastructures (électricité, eau), corruption endémique, poids de l'économie informelle (plus de 50 % de l'emploi selon la Banque Mondiale), climat des affaires dégradé sous fond de clientélisme et d'influence économique croissante de milices armées¹¹. La situation politique très incertaine (cf. Partie 4) constitue un fort vecteur d'incertitudes.

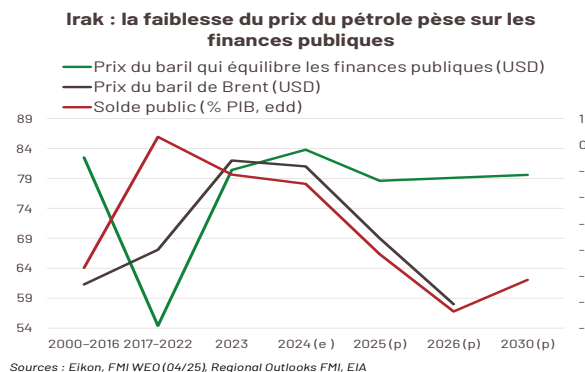
• Un secteur bancaire fragile

Le système bancaire irakien se caractérise par un taux de bancarisation très faible (20 % chez les particuliers, moins de 15 % chez les entreprises) et une forte concentration (85 % des actifs sont détenues par les six principales banques publiques). Il comptabilise par ailleurs un fort taux de prêts non performants (16,5 % en 2024) et une exposition non négligeable au risque souverain¹². Des réformes sont en cours pour faciliter l'intermédiation bancaire et également répondre aux objectifs de LBCFT. Plusieurs banques irakiennes, dont la Banque centrale (BCI), font l'objet de sanctions des Etats-Unis, ce qui limite l'accès à l'USD¹³.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le signe du solde public dépend intimement du marché du pétrole. Dans le cadre du Budget pluri-annuel 2023-2025, une forte progression de la masse salariale publique et des retraites (24 % du PIB selon le FMI) a été observée. Le contexte de prix du pétrole bas va fortement peser sur le déficit public. En effet, le prix du pétrole qui équilibre les comptes publics se stabiliserait

à 79 USD à moyen terme selon le FMI, contre 54 USD en moyenne sur la période 2017-2022¹⁴ (cf. graphique ci-dessous). Dès lors, les recettes pétrolières qui représentaient 39 % du PIB en sortie de crise sanitaire atteindraient 32 % du PIB en moyenne en 2025-2026, selon les estimations du FMI.



Dans cette configuration, en ce en dépit de la reprise de la production d'hydrocarbures (cf. Partie 1), le déficit public se creuserait fortement (-8,3 % du PIB en moyenne en 2025 et 2026, selon le FMI). Ce dernier serait financé par le secteur bancaire domestique. Au vu du risque social élevé, le gouvernement ne dispose que de peu de marges pour infléchir la trajectoire des dépenses publiques, hors coupes dans l'investissement, et devrait introduire de nouvelles taxes¹⁵.

La dette publique atteindrait 62 % du PIB en 2026 selon le FMI. Près de 60 % de la dette est libellée en devises, ce qui l'expose à un risque de change (cf. Partie 3). Cet endettement en devises est majoritairement détenu par des créanciers officiels, ce qui implique une maturité moyenne de la dette publique longue et limite le risque de refinancement.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Baisse du solde courant

Les recettes d'hydrocarbures représentent 95 % des recettes des exportations. Ces dernières sont amenées à diminuer en raison d'un effet prix négatif (cf. Partie 1), dès lors le solde courant se dégraderait progressivement avant de devenir déficitaire en 2026 selon le FMI¹⁶. Les importations de biens d'équipements augmenteraient proportionnellement au rythme d'expansion des capacités de production d'hydrocarbures et de reconstruction du pays.

• Vigilance sur les réserves à moyen terme

Les réserves de change atteignent le niveau très confortable de 11,1 mois d'importations. Cependant, elles ont tendance à se replier depuis le S2 2024 (-9,4 %

⁹ En partie financé par des investissements qataris, émiratis, turques et coréens.

¹⁰ Ce projet a toutefois été entaché d'un vaste scandale de corruption en septembre 2024 concernant l'attribution de marchés publics.

¹¹ Surtout la milice chiite pro Iran Hachd Al Chaabi qui s'appuie sur son fonds d'investissement Muhandis General Company.

¹² Les titres souverains représentent plus de 60 % des actifs des banques commerciales.

¹³ En raison de suspicion de contrebande d'USD vers l'Iran.

¹⁴ En l'absence de diversification des recettes, la hausse des dépenses publiques creuse le déficit et nécessite un prix du pétrole plus élevé quand la production de barils n'augmente que faiblement.

¹⁵ Hausse des droits de douane, des droits d'accise, moins d'exonérations des impôts sur les revenus sont envisagés.

¹⁶ +0,2 % du PIB en 2025, -1,9 % en 2026 selon le FMI, contre +7,8 % du PIB en moyenne entre 2021 et 2024



en g.a) et cette tendance devrait se poursuivre dans un contexte de repli du solde courant et d'amortissement de la dette extérieure publique (cf. Partie 2). Le fait que les réserves de change en USD soient localisées sur un compte à la Fed aux Etats-Unis constituent une source de vulnérabilité avec un risque de pénuries temporaires d'USD¹⁷. Les réserves sont également mises à contributions pour préserver l'ancrage du dinar à l'USD (1 310 IQD/USD). A ce stade, l'ancrage n'est pas remis en cause. La BCI se montre néanmoins vigilante à l'écart entre le cours officiel du dinar et celui en vigueur sur le marché parallèle. Un fort écart entre les deux pourrait inciter la BCI à procéder à une dévaluation de l'IQD. Par le passé (dévaluation en 2020), un tel écart avait été causé par une perception négative de la situation économique et il peut également se creuser en cas de situation politique dégradée.

4. ASPECTS POLITIQUES

• Elections législatives en novembre 2025

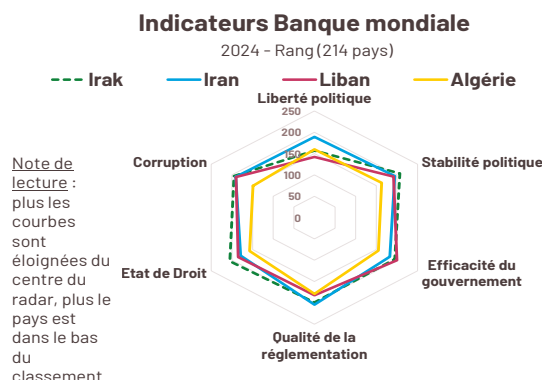
Post élections législatives d'octobre 2021, l'Irak est entré dans une phase de paralysie de son système politique, du fait de multiples désaccords au Parlement, principalement entre les différents partis chiites. En octobre 2022, le nouveau Premier Ministre M. Al Soudani a fini par former un gouvernement et le pays est entré dans une nouvelle phase avec davantage de stabilité sur le plan politique. Cela a notamment abouti au vote d'un Budget pluriannuel (2023-2025), qui a constitué un véritable point d'ancrage pour le pays. Durant cette période, les partis politiques chiites pro Iran ont pu étendre leur influence dans la sphère politique¹⁸ et économiques (cf. ndbp 11).

Les prochaines élections législatives se tiendront en novembre 2025 où les partis issus de la coalition gouvernementale disposeraient de marges pour être réélus¹⁹. Cependant, une nouvelle phase de troubles, avant et après les élections, n'est pas à écarter. L'annonce d'un boycott des élections par le parti sadriste²⁰, désaligné sur les positions de l'Iran, sera probablement suivie d'une hausse des mouvements contestataires contre le gouvernement (importantes émeutes par le passé, particulièrement dans la région de Bassorah), voire des heurts entre les milices associées aux différents partis politiques.

Les relations avec le Kurdistan²¹ sont historiquement délicates et se sont récemment tendues avec : i) le gel des transferts budgétaires du gouvernement fédéral vers la région autonome (cf. ndbp 8) et ii) les attentats de juillet 2025 contre des installations pétrolières (Duhok), militaire (Souleimaniye), et aéroportuaire (Erbil). Les négociations entre le gouvernement irakien et le GRK concernant la production d'hydrocarbures et les

transferts budgétaires sont assez erratiques et peuvent mener à des blocages significatifs, notamment pour voter un Budget. Par ailleurs, certaines régions du Kurdistan sont occasionnellement frappées militairement par la Turquie ou l'Iran, contre des milices kurdes suspectées de terrorisme / d'ingérence dans ces pays.

Ce contexte politique complexe contribue à la faiblesse de la gouvernance (cf. graphique ci-dessous).



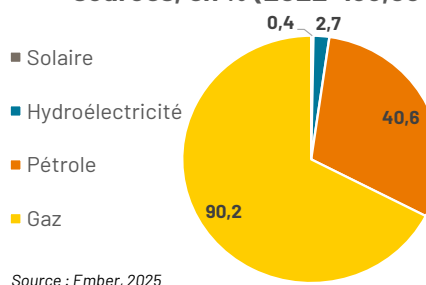
• Multiplication des alliances avec l'extérieur

Le pays renforce ses relations avec les E.A.U, l'Arabie Saoudite et la Chine. L'Irak est cependant partagé entre ses relations avec l'Iran et les Etats-Unis. Le retrait définitif des forces étrangères de coalition à partir de septembre 2025, surtout américaines, marque un tournant dans l'histoire du pays. Ce retrait constitue cependant un enjeu sécuritaire de premier plan, alors que Daech ferait son retour dans la région d'Anbar, frontalière avec la Syrie et riche en ressources d'hydrocarbures. Le risque sécuritaire reste élevé.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Irak est exposé à des risques physiques élevés (sécheresse, tempêtes de sable) avec un déficit croissant de ressources en eau (impact significatif dans le domaine alimentaire et pour le secteur agricole, 9 % de l'emploi officiel). Une situation d'autant plus préoccupante au vu de la croissance démographique (la population atteindrait 70 millions d'individus d'ici 2050, contre 41 actuellement).

Irak : production d'électricité par sources, en % (2022=133,86 TWh)



¹⁷ Cela a notamment amené la BCI à convenir d'un accord pour le règlement d'importations chinoises en renminbi.

¹⁸ Le Budget pluriannuel a validé que la milice Hachd Al Chaabi (238 000 soldats) soit intégrée dans les forces de sécurité nationale.

¹⁹ Une nouvelle loi électorale de 2023 limite le nombre de circonscriptions et permettrait d'accorder plus de sièges aux plus

importants partis, dans l'objectif notamment de favoriser la formation d'une majorité au Parlement et de réduire le risque de blocage.

²⁰ Pour rappel, ce parti mené par M. Al Sadr avait fini en tête des élections de 2021 avant de démissionner.

²¹ Le Kurdistan étant lui-même fragmenté, notamment au Parlement entre le parti historique PDK, dirigé par M. Barzani et son rival l'UPK.



La forte spécialisation du pays dans les hydrocarbures constitue un frein à la transition écologique et environnementale²² et l'objectif de réduction de 13 % des GES d'ici 2030 semble inatteignable au vu de l'insuffisance des engagements actuels. Si le pays va bénéficier de l'aide financière du Green Climate Fund

pour réduire les émissions de CO₂, les besoins de financement externe pour assurer la transition du modèle économique irakien seraient très conséquents (233 Mds USD selon la Banque Mondiale). Le pays vise de passer la part du solaire dans le mix énergétique à 13 % d'ici 2030, une cible très ambitieuse et peu réaliste.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Chef Economiste

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN5

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin

France, pays développés, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

France, pays développés, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²² 90 % des émissions de GES proviennent du secteur énergétique.